ARCHÉOLOGIE EN LANGUEDOC

REVUE DE LA FÉDÉRATION ARCHÉOLOGIQUE DE L'HÉRAULT

Publiée avec le concours du Conseil Général de l'Hérault

24

2000

Redécouvrir le patrimoine rural en Languedoc-Roussillon

par Paul-Marie Durand *

Le 29 octobre 1999, à Montpellier, au lycée Agropolis, le chef du Service de l'Inspection Générale de l'Agriculture et de la Pêche, M. Moulias a présenté l'opération Patrimoine Rural 2000. De quoi s'agit-il ?

UN POINT DE DÉPART, UNE SENSIBILITÉ RÉVEILLÉE, UNE VOLONTÉE, UN NOUVEAU COMPORTEMENT

M. Moulias en est le responsable dans le cadre des événements qui commémorent le passage au 2e millénaire. Levons d'abord une ambiguité : l'an 2000 marque le début d'une curiosité mobilisatrice, renouvelée pour le patrimoine rural, pour le patrimoine de pays. Les initiateurs espèrent qu'elle sera durablement entretenue par les générations futures. Donc l'an 2000 c'est un départ et non un sommet uniquement évenementiel.

C'est aussi une initiative nationale, citoyenne, du Ministère de l'Agriculture. Elle s'inscrit dans les raisons d'être de la nouvelle loi d'orinetation agricole dont elle enrichit les objectifs économiques. Elle porte en germe les contrats territoriaux d'exploitation agricole. Elle est enfin une des composante de la recherche de cohésion sociale et de développement durable, et donc d'aménagement du territoire, voulue par les Etats au travers des directives de l'Union Européenne.

PATRIMOINE RURAL, PATRIMOINE DE PAYS : LE CONTENU ET LES RISQUES

Que disent en résumé, les textes fondateurs de la démarche ? «Le patrimoine de pays, c'est ce patrimoine que l'on voit, où l'on vit. Nous le cotoyons tous les jours».

«A côté des cathédrales, des palais, des châteaux et autres merveilles protégées au titre des Monuments Historiques, il existe d'innombrables témoins de l'histoire, de l'art et des savoir-faire des générations passées : que ce soient les maisons, les granges, les pigeonniers, les jardins, mais aussi les lavoirs, les fontaines, les croix de chemin ou les colombiers, les fours à pain, les églises, les chapelles, les oratoires, sans oublier les usines, les halles, les places, les quartiers, les moulins à eau ou à vent, etc. Parce qu'ils ont été construits avec les matériaux du terroir et parce qu'ils faisaient partie de la vie quotidienne, tous ces éléments sont à l'échelle de l'homme, ce qui leur donne un caractère moins prestigieux. Au point que, même s'ils sont encore proches de nous, souvent, nous ne les voyons plus».

Un patrimoine irremplaçable

«Pourtant, les paysages de France ont été façonnés par ces édifices construits avec les matériaux du pays et s'intègrent ainsi parfaitement aux formes et couleurs de la région. Beaux, curieux, insolites, utilitaires, jamais semblables, ils s'intégraient à leur environnement. Ce sont les places, les fontaines, les puits ou les lavoirs des villages d'autrefois qui leur ont donné leur caractère et leur authenticité. Le patrimoine de pays reste l'âme de nos campagnes, des quartiers anciens et préservés de nos villes. Il nous rattache à notre histoire et pour cela, il mérite toute notre attention. Pour bien le préserver, il faut le comprendre et l'aimer en perpétuant une chaîne de connaissance et de transmission des savoir-faire.»

Le danger de tout perdre

«Aujourd'hui ces témoins fragiles sont victimes des mutations de notre économie, des modes de vie et des nouvelles technologies. Même le patrimoine industriel tend à s'effacer. Les bâtiments et les aménagements qui n'ont pas disparu et qui n'ont pas été dénaturés sont devenus un précieux héritage. Des associations de défense et de sauvegarde toujours plus nombreuses, des particuliers, des collectivités, des architectes, des artisans ont pris conscience de la nécessité de préserver ces sites et monuments ; ils en assurent l'entretien, la restauration et la mise en valeur.»

Sensibiliser pour l'avenir

«Il appartient à tous de protéger et de transmettre ce trésor commun qui participe de notre identité. C'est par la sensibilisation que le plus grand nombre pourra s'approprier ce patrimopine et se mobiliser pour le défendre. C'est l'objectif des Journées du Patrimoine de Pays. Mais nous devons donner à ce patrimoine de nouvelles raisons d'être, l'ancrer dans notre vie culturelle, sociale et économique pour qu'il puisse conti-

* Chargé de mission - E.P.L.E.A. Montpellier-Orb-Hérault ; Lycée Agropolis - mission patrimoine et développement économique - 3224, rte de Mende - 34033 Montpellier cedex.

nuer à vivre en étant utile, en étant plus qu'un simple témoignage.

RÉVEILLER NOS CINQ SENS ; ÉVEILLER LES CINQ SENS DES JEUNES

Il nous émeut, si nous savons le regarder ;
Il nous enchante, si nous savons l'écouter ;
Il nous délecte, si nous savons le goûter ;
Il nous énivre, si nous savons le respirer ;
Il nous rapproche, si nous savons le toucher.

C'est donc un apprentissage convivial, ludique, sérieux, c'est selon, qui nous attend, mais qui nous confirmera que le monde rural ne peut plus se vivre comme le négatif du monde urbain. POur nous aider, les initiateurs nationaux de cette opération ont édité une merveille de clarté : *Le guide d'observation du monde rural*[1]. En voici les thèmes : Qu'est-ce-que le patrimoine rural ?, Méthodologie : préciser son projet, choisir un territoire, identifier le patrimoine rural, classer et carctériser les éléments du patrimoine, saisir les relations et les évolutions, appréhender le patrimoine du point de vue du développement local, évaluer le patrimoine ; Champ d'application et modalités d'observation : lire un paysage, le bâti, l'espace privé, agriculture et pêche, l'alimentation, artisanat et industri, la vie collective.

Ces différents regards doivent permettre de dépasser le stade de la seule restauration, d'atteindre celui de la valorisation en retrouvant le sens de ce patrimoine, ce qu'il signifiait pour les générations qui l'ont voulu, ce qu'il signifie pour les générations actuelles en message à transmettre, à enrichir.

ET LE LANGUEDOC-ROUSSILLON ?

La richesse et la diversité du patrimoine, la démographie, l'économie, une société multiculturelle, le tourisme, l'interpellent plus que tout autre dans ce domaine.

Un capital naturel et culturel attractif, principalement situé dans les zones rurales, aidées ou pas, par l'Etat et l'Europe. Le Languedoc-Roussillon compte plus du tiers des sites classés et inscrits de l'hexagone. Cette diversité et cette qualité des sites, des paysages, des cultures, parmi les plus grandes d'Europe explique sans doute l'évolution spectaculaire de la fréquentation de 1991 à 1996.

Le nombre de sites (bâtis, culturels, naturels, de savoir-faire, ludiques) recevant au moins 20 000 visites, estimées ou comptabilisées, c'est-à-dire ouverts a l'année, est passé de 58 a 112. La plupart sont situés en espace rural. Pour la même période la fréquentation est passée de 8 268 000 visites a 13 039 000 visites. Sur la base d'un prix moyen de 20 F. la visite, cette fréquentation a permis la stabilisation ou la création de 1 300 emplois environ.

C' est aussi une région qui attire de nouveaux habitants permanents : 2 287 000 en 1998, qui vont, si la tendance actuelle se confirme, vers 3 000 000 d'habitants en 2020, dont un pourcentage important de retraités, entièrement libres de leur temps tous les jours de l'année. Et enfin 14 millions de touristes ; pour l'essentiel hébergés sur le littoral méditerranéen.

La curiosité de ces 2 populations, permanentes et saisonnières, assure, certes, la fréquentation des 112 sites ouverts a l'année. Mais c'est la population permanente qui pourvoie les associations en bénévoles. De façon déjà citoyenne, elles se réapproprient le potentiel immense, en cadre de vie matériel et immatériel, des différentes formes du patrimoine rural, des 1500 communes de la Région Languedoc-Roussillon. Avec l'initiative patrimoine rural 2000 et la «journée patrimoine rural, patrimoine de pays» leurs initiatives discrètes et patientes sont invitées à sortir d'une certaine confidentialité pour être connues du grand public et des Jeunes en particulier.

L'ORGANISATION

A l'exemple de ce qui se prépare dans l'Hérault, il est proposé que se mette en place, par département, un comité local, réunissant : la Direction Départementale de l'Agriculture, les Foyers Ruraux, les C.I.V.A.M., la D.R.A.C., la D.I.R.E.N., la D.R.J.S., le Rectorat, l'Association départementale des Maires, les chambres consulaires, les associations, en particulier les représentants de celles qui sont partenaires nationales, et surtout : l'Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole le plus concerné par le patrimoine rural, ainsi que la Maîtrise des Sciences et Techniques du Patrimoine de l'U.E.R. Paul Valéry, et l'ENSA de Montpellier (au niveau des élèves ingénieurs).

Dans le cadre des objectifs fixés par la nouvelle loi d'orientation agricole et des missions territoriales esquissées au sein des récentes tables rondes locales de février 2000, l'E.P.L.E.A. pourrait être, et coordonner, avec la MST Patrimoine et l'ENSA, la force de gestion, de propositions, de concertation, de diffusion, d'organisation. au service des différents partenaires. Tout cela sera débattu au cours du deuxième semestre 2000. Il est nécessaire que soit mis en place un système de collecte et de diffusion régionales des initiatives et informations, qui fonctionnera durablement et en temps réel, au delà des événements annuels.

L'ÉVÉNEMENT «PROPULSEUR» PROPOSÉ : LA JOURNÉE DU PATRIMOINE DE PAYS, LE 18 JUIN 2000

«Elle a été organisée par les Maisons Paysannes de France, la Fédération Nationale des Associations de

1/ 109 pages ; Ministère de l'Agriculture et de la Pêche - 78 rue de Varennes - 75349 Paris 07 et chez les partenaires de l'opération.

Sauvegarde des Sites et Ensembles Monumentaux (FNASSEM), la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), les Architectes du Patrimoine, la Fédération française des Amis des Moulins, la Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (FNOTSI), et quelques Conseils en Architecture et Environnement (CAUE)».

«Cette manifestation nationale, au solstice d'été, permet chaque année par des expositions, des circuits découvertes, des démonstrations de savoir-faire, des visites organisées, des randonnées, des animations, des fêtes, de sensibiliser les populations à la richesse et à la diversité du patrimoine rural, enjeu important dans l'évolution des idées, des comportements sociaux et culturels des générations présentes et futures».

«Le dimanche 18 juin 2000 a donc eu lieu la 3ème journée du patrimoine de pays. Cette manifestation nationale qui a attiré près de 200 000 personnes en 1999 sur un millier de sites s'adresse à tous ceux qui sont sensibles à la beauté du patrimoine de pays et qui se sentent responsables de sa sauvegarde».

«Afin de sensibiliser le public à la nécessité de mettre en valeur ce patrimoine matériel et immatériel, des centaines d'associations de défense et de sauvegarde, des collectivités, des artisans, des architectes, des propriétaires privés, des musées, des écoles, participent à cette journée».

«Les partenaires et les comités techniques locaux de l'opération patrimoine rural s'associant à cette 3ème journée vont permettre une multiplication des manifestations sur l'nsemble du territoire national».

Patrimoine bâti, culturel, naturel, patrimoine des savoir-faire de l'agriculture française : «c' est bien dans la spécificité et la qualité de ses produits que réside la finalité économique de l'agriculture française. En ce sens l'opération patrimoine rural 2000 est au croisement d'une démarche patrimoniale qu'elle est avant tout, et d'une démarche économique, et fait aussi écho, ou inversement, à la démarche du contrat territorial d'exploitation».

(extrait de l'interview de J. Moulias pour Agriculture et Ruralite)

LES MOYENS

C' est une opération citoyenne ; ils sont donc classiques : collectivités, mécénat, bénévolat, doivent y pourvoir pour les opérations immédiates.

Mais pour les opérations à venir, au-delà de 2000, il faudra également être attentif au contrat de plan Etat-Région, aux aides de l'Union Européenne : FEOGA, FEDER, FSE, programme Leader, aux programmes d'intérêt communautaires et bien sûr aux initiatives des collectivités.

Comme l'a dit le représentant de la D R.A.C. le 29 octobre 1999 au terme des débats qui ont clôturé la présentation de cette initiative : «c' est le maillon qui manquait» en complément de celui assure par l'Etat grâce au classement, à l'inscription, à l'inventaire. Reste à l'action citoyenne à se faire entendre et respecter lors de l'élaboration des plans d'occupation des sols, des zones de protection de l'architecture de l'urbanisme et du paysage, trop peu pratiquées en Languedoc-Roussillon, et des travaux d'aménagement communaux. C'est un travail de vigilance, militant, et durablement bénévole puisque les aides au fonctionnement des associations sont toujours la bête noire des services instructeurs ; mais c'est aussi la force de la loi 1901, entre le tout public et le tout marché. Alors courage, il y va de notre cadre de vie et de celui que nous laisserons à nos enfants.

La place de l'Hérault et du Languedoc-Roussillon dans la perspective nationale et internationale du patrimoine industriel

par Louis Bergeron *

Les historiens économistes ont depuis beau temps abandonné les vues selon lesquelles le Bas-Languedoc aurait fait partie d'une France méridionale sous-industrialisée, vouée aux formes principalement agraires et rurales de civilisation, et dont le patrimoine architectural aujourd'hui ne saurait briller qu'à travers les monuments de la société ecclésiastique ou parlementaire, pour ne pas parler de ceux qui font partie de l'héritage de la Gaule romanisée.

Le Languedoc des archéologues industriels offre une configuration bien différente, dans laquelle se reconnaissent les traces d'une activité diffuse mais puissante liée au travail de la laine et de la soie, d'une

* Président honoraire de T.I.C.C.I.H. (The International Cornmittee for the Conservation of the Industrial Heritage), vice président du C.I.L.A.C. (Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie et la Conservation du patrimoine industriel) - 15, rue des Filles du Calvaire, 75003 Paris.

métallurgie née sur le charbon entre Alès et Bessèges et qui a failli voir le jour à Sète au temps des Schneider du Creusot, au tournant du XXe siècle. Mais aussi les traces du travail du verre, et les marques parfaitement visibles d'une industrie vinicole qui vient de vivre une mutation profonde, mais qui n'en a pas moins constitué en son temps une forme originale de choix d'industrialisation fondé sur l'exploitation des ressources du sol et du climat.

Les vestiges de l'industrie en Languedoc sont en grand danger. Car dans le temps même où le Canal du Midi a reçu les justes honneurs d'une inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité, leur inventaire n'est pas achevé, bien que la route de la soie ait contribué, indéniablement, à la préservation de certains de leurs aspects. La passion et la compétence de quelques individus - je pense à Michel Wiénin - n'ont pas suffi à provoquer la constitution de quelque association régionale pour la promotion du patrimoine industriel, à la différence de ce qui s'est produit, plus ou moins récemment, de l'autre côté de la frontière d'Empire, avec la création déjà ancienne de l'Association pour la Sauvegarde et la Protection du Patrimoine Industriel du Vaucluse, ou avec la toute jeune association Mémoire-Industrie Patrimoine en Provence, grâce au dynamisme de Philippe Mioche à l'Université d'Aix et au concours d'une poignée de chercheurs.[1]

Le C.I.L.A.C., il y a seize ans (1984), avait tenu l'une de ses premières conférences annuelles à Alès ; elle avait attiré la participation de chercheurs du Politecnico de Turin, experts dans l'histoire de l'architecture et des techniques du travail de la soie ; mais ses curiosités s'étaient tournées principalement vers un Languedoc du charbon et de la métallurgie, plus proche de l'aciérie de Saint-Chély-d'Apcher que du pays montpelliérain ou biterrois. Au début des années quatre-vingts, le même C.I.L.A.C. animait des enquêtes pionnières et régionalisées sur les formes d'industrialisation polymorphe et dispersée, au fil de l'eau, soutenues à travers les siècles par le recours à un moteur hydraulique de plus en plus perfectionné. Ce genre de recherche rencontra tout de suite, depuis Saint-Guilhem-le-Désert, la sympathie et l'appui de Jean-Claude Richard, et ce fut une occasion précieuse de manifester la solidarité intellectuelle qui devrait toujours unir, dans le temps très long, les archéologues spécialistes des périodes, domaines et aires culturelles les plus variés autour de

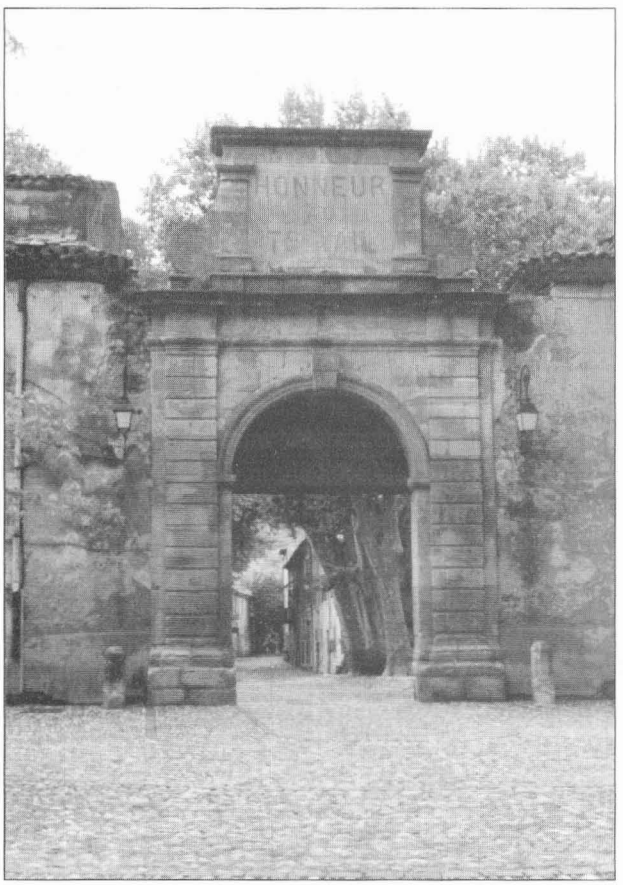

Fig. 1 — Villeneuvette, porte d'entrée de la cité (cliché L. Bergeron).

Fig. 2 — Villeneuvette, place Louis XIV, la récupération résidentielle des maisons ouvrières (cliché L. Bergeron).

Fig. 3 — Villeneuvette, un atelier du XIXe siècle (cliché L. Bergeron).

1/ Dont plusieurs ont bénéficié des ressources archivistiques et du soutien du service culturel de la Chambre de Comrnerce et d'Industrie de Marseille.

la valorisation d'une histoire qui se reconstruit à partir des vestiges matériels.

Après tant d'années écoulées, il y a des cris d'alarme qui méritent d'être répétés, et poussés même avec une intensité plus dramatique. Ils pourraient, peut-être, donner le signal d'une mobilisation qui a fait défaut jusqu'à présent. Je pense en écrivant cela au sort déplorable réservé au patrimoine industriel exceptionnel que représente Villeneuvette, dont le sort revêt les formes contrastées d'une affligeante dégradation et d'une « privatisation » aseptisée. Le site est unique en France, et possède encore une puissance d'évocation et d'émotion qui aurait dû logiquement lui valoir des soins empressés - ceux que l'on doit à un témoin du temps des manufactures royales et des utopies patronales, entre XVIIe et XIXe siècles. Mais Villeneuvette n'a pas eu la chance d'être l'oeuvre d'un Nicolas Ledoux travaillant à Arc-et-Senans, ni celle d'un Bourbon visionnaire créant San Leucio au voisinage de son palais de Caserta.

Le combat pour le patrimoine industriel ne se mène plus aujourd'hui sur un plan strictement local. Il se conçoit à une échelle nationale, européenne, internationale même. Le CILAC, T.I.C.C.I.H., le Conseil de l'Europe (mais pas encore l'Union Européenne, hélas) peuvent lui servir de relais, de caisse de résonance. Des alliances de voisinage entre régions de l'Europe peuvent utilement se nouer : l'Hérault et, plus généralement, le Languedoc-Roussillon doivent regarder vers la Catalogne transpyrénéenne, devenue le phare de la valorisation du patrimoine industriel en Espagne. Conseils et solidarités pourraient être sollicités de ce côté : la Catalogne est la patrie des colonias, par dizaines. Mais l'Italie du Nord pourrait être également consultée : d'un côté comme de l'autre, la connaissance des villes ou villages-usines est grande et Crespi d'Adda, par exemple, a déjà reçu la reconnaissance de l'U.N.E.S.C.O.

En dépit d'une urbanisation qui a déjà rongé beaucoup de surface, l'Hérault demeure un merveilleux conservatoire de paysages dits « naturels » ou créés par l'homme. Il s'honorerait de sauver - il en est temps encore - celui qu'a induit la plus belle manufacture lainière du Midi français[2]. Sans doute faudrait-il pour cela réveiller l'opinion locale et régionale, par un colloque peut-être, par une publicité adaptée, aussi. C'est le voeu que je confie aux soins des lecteurs et animateurs de cette Revue.

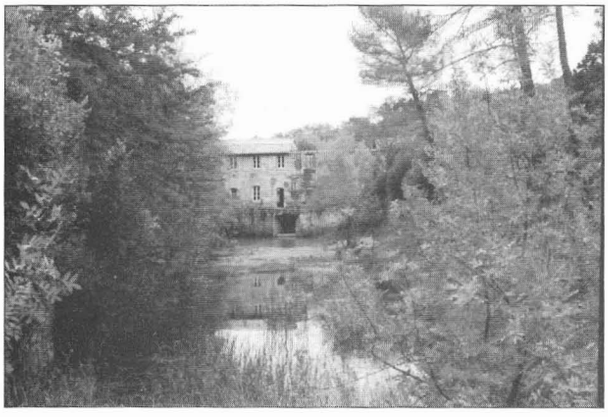

Fig. 4 — Villeneuvette, le grand bassin-réservoir (cliché L. Bergeron).

Fig. 5 — Manufacture à Ganges (cliché L. Bergeron).

Fig. 6 — Manufacture à Laroque (cliché L. Bergeron).

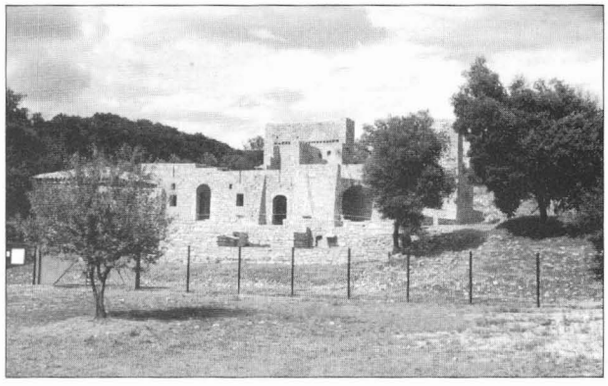

Fig. 7 — Verrerie de Couloubrine, sur la route des Verriers (Cliché L. Bergeron).

2/ Et de la France entière, peut-on dire - car les vestiges de manufactures analogues dans la France du Nord et de l'Est sont beaucoup plus fragmentaires et moins cohérents.

Centre national de recherche sur les jetons et les méreaux du Moyen-Age

par Jacques Labrot *

L'association a été créée en 1986 à l'initiative d'un groupe de chercheurs, archéologues et numismates amateurs dans une double ambition : tenter d'offrir à l'ensemble de la recherche médiévale un instrument de travail scientifique souple, renouvelé au travers des perspectives iconographiques et comparatives, ouvrant sur un lieu et des liens de contacts entre chercheurs de toutes les sciences auxiliaires de l'histoire du Moyen Age; et restituer au Grand Public, par une vulgarisation de haut niveau, une image claire et vivante de la société médiévale d'où provient notamment une partie de sa culture populaire.

UN CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN NUMISMATIQUE SPÉCIALISÉE, DES JETONS ET MÉREAUX DU MOYEN AGE

Les sources manuscrites médiévales des fonctions des jetons et des méreaux, sont disséminées à travers de rares et courtes lignes de documents à trier parmi d'importantes masses éparpillées au sein des bibliothèques de toute l'Europe. Il en est de même du matériau numismatique de métal pauvre, négligé au fond des grands médailliers publics, des dépôts archéologiques , des petites collections privées, et qui souvent en plomb non traité faute de temps ou de moyens, se dégrade irrémédiablement, sans même parfois que l'on en ait conservé un dessin précis ou un cliché photographique. Les chercheurs restent isolés et se cantonnent de ce fait dans des travaux locaux ou régionaux, qui se sont accumulés depuis le fécond XIXème Siècle, en un gigantesque puzzle non exploité.

Le Centre National de Recherche sur les Jetons et les Méreaux du Moyen Age a été créé dans une volonté de donner enfin à la recherche médiévale internationale, tant numismatique que celle des autres secteurs : (héraldique, archéologique, artistique, archivistique, ethno-folklorique, etc.) sans exclusive, un instrument de travail scientifique, dans un effort de décloisonnement devant favoriser une mise en commun comparative, fructueuse pour tous, des éléments, et un lieu de contact entre chercheurs, pour les exploiter.

Dans ce but, des fonds de documentation ont été constitués :

- une bibliothèque spécialisée riche de nombreux types d'études, dont certains acquis au moyen d'envois et d'échanges internationaux. Plus d'un millier de titres en estimation actuelle, formant 22 recueils de près de 600 pages chacun, ainsi qu'une dizaine d'ouvrages de base.
- une photothèque en accroissement constant et régulier, avoisinant déjà les 3000 clichés tirés des meilleurs éléments des collections publiques et privées françaises ou étrangères.
- des fonds de relevés en dessins, des pièces détériorées impossibles à photographier (plusieurs centaines de planches en cours).
- une photothèque de diapositives est en cours de montage, pouvant servir de base à des conférences, expositions, débats- tous publics.
- des fonds de phonothèque (musiques sacrées ou profanes du Xème au début du XVIème siècle) sont en cours de constitution.
- un fonds documentaire relatif aux monaies médiévales.

En dehors des publications spécifiques du centre destinées aux membres, les premiers résultats de cette recherche menée pour l'instant par M. Labrot, on pu voir régulièrement le jour au travers d'une revue mensuelle de vulgarisation : Numismatique & Change (depuis novembre 1985) et de numéros de revues scientifiques diverses : Archéologia, Moyen-Age, Sites, Heresis, etc., de bulletins (S.E.N.A.).

UN CENTRE DE RAYONNEMENT CULTUREL IMPLANTÉ EN ILE-DE-FRANCE

Comme l'ont déclaré d'autres centres d'études médiévales avant nous ; la recherche scientifique rigoureuse n'est réellement vivante que lorsqu'elle prend soin de ne pas négliger le dialogue et la restitution au public concerné d'une image de son passé, des sources de sa culture plus claires, plus vivantes et plus vraies.

A cet effet, outre les efforts de vulgarisation de haut niveau évoqués précédemment, des tentatives sont à l'étude, de travail en commun, ou de liens renforcés avec des groupes locaux ou régionaux de musique médiévale

* Association régie par la loi de 1901 - J.O. du 21 MAI 1986 - Siège social (et correspondance) : M. Labrot, 2 impasse Nungesser et Coli - 78000 VERSAILLES. Publication trois fois par an d'un bulletin de liaison et d'information : *Le livre des méreils* , et de L'inventaire permanent des jetons et méreaux du Moyen-Age.

comme le groupe de Châteaufort en Yvelines.

Nous nous efforcerons de tenir le pari, gagné ailleurs avant nous, de voir le monde clos de la recherche s'ouvrir toujours davantage à la vie régionale la plus actuelle et s'y enrichir encore d'éléments et apports nouveaux.

Même au niveau le plus modeste, la préparation de la relève des futures générations de chercheurs, est de notre responsabilité à tous.

Spécialisé dans leur étude, le Centre, à la disposition des Associations et Services Archéologiques, effectue gracieusement les identifications de jetons et de méreaux.

La Fédération Française d'Archéologie

par Gérard Aimé *

Il n'est pas facile de résumer en quelques lignes notre histoire de plus de dix ans. J'ai pensé que les chiffres, que j'affectionne, seraient parlants, complétés par le rappel de quelques faits marquants. C est à ce petit survol que je vous convie.

LA FÉDÉRATION EN CHIFFRES

Age : la F.F.A. a été officiellement créée par l'assemblée générale constitutive du 5 mars 1989, à Paris. A la date du 9 octobre 1999, elle est donc âgée de dix ans et demi et quatre jours. Est-ce l'âge de raison à défaut de celui de la majorité légale ? Je vous en laisse juges.

Membres fondateurs : quatre : Gilles DELLUC, Bernard HOFMAN, Jean-Georges ROZOY, Gérard AIME. Notre pensée va à Bernard HOFMAN qui nous a prématurément quittés le 7 juillet 1995. Il aura beaucoup fait pour la cause de l'archéologie bénévole, de la F.F.A. en particulier. Pour l'archéologie en général. Que les trois autres fondateurs prolongent son oeuvre en tenant le coup longtemps encore !

Le Conseil d'administration : il est passé de 10 membres à la fondation à 17 aujourd'hui. Il s'est réuni deux fois en dehors des assemblées générales : le 29 septembre 1991 à Paris ; le 11 janvier 1992 à Lyon. Depuis, il se réunit lors de chaque A.G. et est consulté par correspondance sur les points importants.

Le Bureau : de 5 membres à l'origine, il est passé à 7. Depuis la création, il a vu défiler 1 président (qu'il est inutile de nommer), 1 vice -président, Gérard MOITRIEUX (en poste depuis 9 ans et demi mais membre du Bureau dès la première heure) ; 4 secrétaires généraux : Jean-Georges ROZOY (2 ans) ; Dominique BERTHOUT (3 ans) ; Michèle CLAUDON-DERAY (1 an) ; Jean-Pierre HASCOET (4 ans et demi) ; 4 secrétaires adjoints : Dominique BERTHOUT (1 an) ; Ghislain CECCON (3 ans) ; Jean-Pierre HASCOET (1 an) ; Michèle CLAUDON-DERAY (4 ans et demi) ; 2 trésoriers : Philippe DORTHE (1 an) ; Michel DURET (9 ans et demi) ; enfin, un trésorier adjoint (poste non maintenu depuis) : Jean-Christian POUTIERS (la première année). Une grande stabilité en somme.

Les assemblées générales : il y aura eu, en comptant celle du 10 octobre 1999, onze assemblées générales ordinaires dont deux ont été complétées par des A.G. extraordinaires pour modifier les statuts (le 4 juin 1995 et le 4 octobre 1998). Parisiennes au début (5 mars 1989, 11 mars 1990, 17 mars 1991), elles se sont ensuite décentralisées : Mimet (Bouches-du-Rhône), le 6 juin 1992 ; Faverges (Haute-Savoie), du 29 au 31 mai 1993 ; Nancy et Deneuvre (Meurthe-et-Moselle) les 21 et 22 mai 1994 ; Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), 3 et 4 juin 1995 ; Montélimar (Drôme), 25 et 26 mai 1996 ; après un essai infructueux de l'organiser à Besançon (Doubs), 31 mai et 1er juin 1997, elle eut lieu à Deneuvre (Meurthe-et-Moselle) le 27 septembre de la même année ; Istres (Bouches-du-Rhône), 4 octobre 1998 ; Besançon (Doubs), 9 et 10 octobre 1999 ; 6, 7 et 8 mai 2000 à Brive (Corrèze).

Elles ont eu des affluences variables. Certaines n'ont été que des assemblées générales statutaires. D'autres se doublaient de communications scientifiques ou de visites sur le terrain de sites archéologiques. Elles ont toutes permis de faire connaissance, d'approfondir les réflexions à partir du vécu et des difficultés des uns et des autres, donc d'affiner l'approche fédérale des problèmes. Elles ont toujours été le cadre d'échanges fructueux et conviviaux sur les grands problèmes agitant le monde de l'archéologie. L'occasion formidable aussi de nouer de durables et solides amitiés. Je voudrais en passant remercier les associations et individuels qui ont bien voulu prendre en charge non seulement l'organisation pratique de ces manifestations mais aussi, lorsqu'il y avait un accompagnement

* Président de la F.F.A. - 1, ch. de l'Epitaphe - 25000 Besançon.

scientifique, la publication des actes.

Les Assises Nationales de l'Archéologie Française : Je ne serais pas complet, sur ce chapitre des assemblées, si je ne rappelais les Assises Nationales de l'Archéologie Française, organisées par notre fédération naissante, du 2 au 4 juin 1990, à Besançon, qui ont réuni 55 présents et ont débouché, après des travaux en commissions, à des rapports et débats en assemblée plénière. Ici s'est structurée la plateforme de référence de nos réflexions, largement esquissée par le fondateur de la F.F.A., le Docteur Jean-Georges ROZOY, dans le programme scientifique qui préluda à l'élaboration des statuts fédéraux, tout ensemble, une charte et une profession de foi. Ces Assises ont débouché sur la publication d'Actes (1990, 48 pages).

Réunion aux Prémontrés, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), 21 octobre 1995. En écho à ces Assises, suite logique du Congrès et de l'Assemblée Générale de Nancy-Deneuvre et en prémisse des Tables Rondes régionales et nationale du printemps 1997 qui vont tenter de mettre à plat les problèmes, cette réunion importante de Pont-à-Mousson a débouché à terme sur la création de la Fédération Lorraine d'Archéologie, en 1998.

A travers ces quelques rappels, on mesure le travail qui s'est fait au travers de toutes ces rencontres.

Les publications[1] : là encore, quelques chiffres : 34 bulletins publiés, totalisant 288 pages, auxquels s'ajoutent les Actes des Assises Nationales de l'Archéologie (48 pages). Une bonne partie de la mémoire de la F.F.A. y est consignée, le reste étant dans le registre des actes officiels de la F.F.A. (116 pages).

L'ARCHÉOLOGIE INSTITUTIONNELLE DURANT CETTE PÉRIODE

Ministres en charge de la Culture

5 ministres : Jack LANG, Jacques TOUBON (1993-1995), Philippe DOUSTE-BLAZY (1995-1997), Catherine TRAUTMANN (1997-2000), Catherine TASCA (depuis 2000).

4 conseillers pour l'archéologie au Cabinet du Ministre : M. MALET (ministre : Jack LANG) qui nous reçoit le 26 mai 1992 ; Mme Claude GROHENS (ministre : Jacques TOUBON) qui nous reçoit le 10 mai 1994 ; M. Alain SEBAN (ministre : Philippe DOUSTE-BLAZY) qui nous reçoit le 10 octobre 1995 (il était accompagné de Mme Wanda DIEBOLT, Sous-Directeur de l'Archéologie et de Mme Maryvonne de SAINT PULGENT, Directeur du Patrimoine) ; Mme BEZOMBES (ministre : Catherine TRAUTMANN) qui nous a reçus le 8 mars 1999 et le 8 février 2000). Nous n'en avons manqué aucun.

3 Sous-Directeurs de l'Archéologie : M. Jack Meurisse (jusqu'en 1991) qui nous a reçus le 19 mars et le 4 décembre 1991 ; Mme Wanda DIEBOLT (jusqu'en 1996) qui nous a reçus le 24 novembre 1992 et le 26 février 1996 ; M. Patrick MONNOT, depuis 1997.

2 Vices-Présidents du C.S.R.A./C.N.R.A. : Le C.S.R.A. (Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique) a eu, comme dernier Vice-Président, M. Christian GOUDINEAU (qui nous a reçus) ; le C.N.R.A. (Conseil National de la Recherche Archéologique), Vice-Président : Michel REDDE, que nous avons rencontré le 26 février 1996 et que nous avons revu lors de la Table Ronde Nationale sur l'Archéologie Préventive (Paris, 25 avril 1997), qu'il présidait et à laquelle la F.F.A. était invitée.

La valse des Conservateurs Régionaux de l'Archéologie : on dit que la valse étourdit. Celle-ci ne déroge pas à l'adage. Il me serait possible, mais ce serait du temps perdu, de montrer, région par région, le turn over des responsables régionaux de l'archéologie. Pour la période qui nous concerne (depuis 1989), la région de Franche-Comté a connu 3 Conservateurs Régionaux successifs. Cela semble représentatif de la moyenne nationale du renouvellement de ces responsables.

Pourquoi tous ces rappels ?

C'est pour montrer une nette permanence, une stabilité de notre part, face à des interlocuteurs qui changent assez régulièrement : du ministre (c'est normal avec les alternances politiques ou les remaniements ministériels) donc de son Conseiller technique pour l'archéologie, au Conservateur Régional de l'Archéologie. On observe que la plus grande stabilité se situe au niveau de la Sous-Direction de l'Archéologie.

Cela entraîne, pour nous, de toujours reprendre le bâton de pèlerin, de gravir à nouveau les sentiers pentus et parfois tortueux, comme si c'était la première fois, pour accéder à une porte parcimonieusement entrouverte où l'on doit tout recommencer à zéro. Tout répéter et reconstruire.

Les rapports sur l'archéologie

Durant cette période, la F.F.A. a dû analyser trois rapports successifs remis aux divers ministres, analysant la situation et préconisant des réformes : le rapport GOUDINEAU (aux débuts de la F.F.A.), le rapport GAUTHIER (1992), le rapport DEMOULE-PE-

1/ La F.F.A. publie depuis 1989 son bulletin, *L'Archéologue* (1 à 34, juil. 2000), et a édité les *Actes des Assises Nationales de l'Archéologie Française* (Besançon, 1990) et les *Actes de son congrés de Faverges 1993*, Faverges, 1994, disponibles à son siège.

CHEUR-POIGNANT (1998). A chaque fois, nous avons précisé notre point de vue sur les propositions qui y étaient formulées.

Et les effectifs de la F.F.A. ?

Il est difficile d'en avoir une vision claire : entre les adhérents qui envoient leur bulletin d'adhésion et ne paient pas leur cotisation, ceux qui quittent la fédération sans démissionner, les associations qui disparaissent, celles qui ne cotisent que pour une faible proportion de leurs membres effectifs, etc., il n'est pas aisé de cerner la réalité. Essayons toutefois.

A l'A.G. de 1990, étaient représentés 19 associations et 8 individuels, totalisant 1697 cotisations, le budget de la F.F.A. s'élevant à 8593 F.

A l'A.G. de 1991, la F.F.A. comprenait 41 associations et 37 individuels, totalisant 4419 cotisations, le budget étant de 17046 F (cotisation : adhérents individuels + associations = 50 F + 3 F par membre d'association).

Pour 1992, les associations adhérentes sont au nombre de 44 et les adhérents individuels 28, totalisant 1363 cotisations. Le budget s'élève à 28926 F.

A l'A.G. de 1993, on compte 47 associations, 46 adhérents individuels pour un total de 1381 cotisations. Le budget s'établit à 24488 F.

Pour 1994, les associations passent à 56 et les adhérents individuels à 48 pour un total de 1258 cotisations. Le budget se monte à 14589 F. Nouveau barème de cotisations pour l'année 1995 : associations + individuels : 120 F ; membres d'association : 6 F.

A la date de l'A.G. 1995, la situation est préoccupante puisque seulement 16 adhérents individuels et 25 associations sont à jour de cotisation soit 772 cotisations acquittées. En fin d'année, le budget s'équilibrait à 18409 F.

Pour 1996, on note un redressement de la situation. Les données sur les effectifs font défaut mais le budget en fin d'année s'établit à 25891 F. La cotisation pour les individuels et associations est portée à 150 F, celle des membres d'associations restant fixée à 6 F.

1997 connaît une crise «politique» avec l'obligation d'annuler l'A.G. de Besançon, la démission du président et du trésorier. L'A.G. extraordinaire de Deneuvre viendra tout réparer. Pas de données précises sur les effectifs mais le volume du budget : 25913 F, souligne la stabilité des effectifs par rapport à l'année précédente.

Pour 1998, on comptait, en juin, 37 associations et 25 adhérents individuels à jour de cotisation. A l'A.G. du 4 octobre, on comptait 760 cotisations acquittées. Mais le budget en fin d'année atteint 39715 F, ce qui constitue une forte croissance.

Pour 1999, 819 cotisations pour un budget de 57 881 F.

Quels enseignements peut-on tirer de ces données, même incomplètes ? Tout d'abord que le départ fut modeste, tant en termes d'effectifs que de volume budgétaire. Que la croissance fut rapide avant que nous traversions une période de fluctuations marquée par des défections nombreuses mal compensées par les adhésions nouvelles. Ce qui frappe surtout, depuis quelques années, c'est la grande stabilité que l'on observe et la fidélisation des associations et des adhérents individuels, même si le Trésorier doit toujours expédier des rappels pour cotisations en retard.

LES PARTENARIATS DE LA F.F.A.

Très tôt, notre Fédération a cherché à nouer des contacts avec des partenaires, consciente que l'isolement n'avait rien de bon. C'est ainsi qu'elle a participé, à Paris, aux réunions préliminaires à la création du Forum Européen des Associations pour le Patrimoine, dont elle fait partie aujourd'hui. La Fédération Française de Spéléologie apparaissait aussi comme un partenaire incontournable. Le fait pour le président de la F.F.A. d'avoir exercé d'importantes responsabilités régionales et nationales au sein de cette fédération facilitait les choses. G. AIME a en effet été successivement président de la ligue régionale de spéléologie d'Alsace-Bourgogne-Franche-Comté, puis Secrétaire Général de la FF.S. pendant cinq ans. Il est, à titre individuel, toujours membre de la F.F.S. et conseiller technique national pour l'archéologie au sein de la Commission Scientifique fédérale (tâche qu'il partageait avec François ROUZAUD, brutalement disparu cette année). Les relations ne sont pas organiques comme elles peuvent l'être avec d'autres partenaires, mais elles existent et ont même abouti à des démarches communes (audience du 24 novembre 1992 à la S.D.A., où étaient reçus ensemble le président de la F.F.S., le président et le secrétaire général de la F.F.A.).

Une tentative de rapprochement a eu lieu, en janvier 1993, avec la Fédération Française d'Etude et de Sports Sous-Marins qui possède une section d'archéologie subaquatique et sous-marine. Quoique cordiaux, les contacts n'ont pas abouti à des relations durables.

En revanche, les relations avec la F.N.A.S.S.E.M. sont vite devenues organiques puisque nos associations adhèrent réciproquement l'une à l'autre et que, dans le conseil d'administration de chacune, un siège est réservé à l'autre. Là aussi, des démarches communes ont été conduites (audience du 26 février 1996 à la S.D.A., avec président de la F.N.A.S.S.E.M., président, trésorier et membre du CA de la F.F.A.).

Signalons aussi REMPART, membre comme nous du Forum Européen, avec qui nous entretenons d'amicales relations.

D'autres partenariats ont été tentés ou le seront. On le voit, la F.F.A. n'est pas restée frileusement repliée dans son cocon.

La F.F.A. : un long fleuve tranquille ?

Tout ce qui précède pourrait le laisser supposer. Pourtant il y eut des péripéties. Entre cet homme de bonne foi qui soutenait corps et âme avoir découvert, dans le Tarn, une «civilisation des galets fendus» antérieure au Paléolithique inférieur et à Lucy ; cet autre qui voyait, dans le moindre murger de pierres sèches, un «mur frontière gaulois» et qui en avait déjà relevé des dizaines de milliers de kilomètres (il voyait aussi des oppida partout, sur chaque colline) ; c'est allé jusqu'à ce vénérable pasteur protestant qui a déballé du coffre de sa voiture sa collecte de «pointes de flèches» dont la plus petite devait mesurer au moins 25 cm de long pour 15 de large et peser au bas mot 1,8 kg ! Le Docteur Rozoy en serait mort de rire comme j'ai failli l'être.

Plus pernicieuse fut la tentative d'une nouvelle recrue d'imposer à la F.F.A. la reconnaissance officielle du site de Glozel au moment où une expertise officielle de terrain venait de confirmer le caractère plus que douteux de l'homogénéité, voire de l'authencité du site. Il y eut là une rude bataille à mener tant la personne en question a su créer de vives et tenaces turbulences.

Et la série continue. Plus récemment encore, un officier en retraite a tenté d'obtenir l'aval officiel de la F.F.A. pour attester sa thèse selon laquelle le Mont Beuvray n'est pas Bibracte ni Alise-Sainte-Reine Alésia. Il replace l'un et l'autre en Saône-et-Loire. Quand on pense que dans la seule Franche-Comté on ne compte pas moins de huit Alésia...!

C'est l'aspect folklorique, amusant après coup, de notre histoire. Mais, sur le moment, cela exige beaucoup de vigilance, d'esprit critique et de maîtrise sur des affaires souvent saugrenues qui pourraient entraîner la F.F.A. au naufrage.

La seule réponse saine et incontournable aura toujours été que la F.F.A. n'a pas vocation à valider une thèse scientifique ou prétendue telle par rapport à d'autres ; qu'il appartient donc à chacun de défendre sa théorie devant la communauté scientifique compétente.

Conclusion : on aurait eu encore beaucoup de choses à rappeler et à narrer. Le président de la F.F.A. n'est-il pas autant en charge de la mémoire que de l'avenir de la fédération ? Il n'est pas le seul, fort heureusement. Chacun, à son niveau de responsabilité, est détenteur de souvenirs qui sont autant de pierres dans un patrimoine d'ensemble. Le bulletin L'ARCHEOLOGUE consigne et conserve une partie de ces éléments quand on les lui communique. Chacun est aussi en charge de l'avenir, ne l'oublions pas. Il me reste à espérer que ce rapide survol vous aura intéressés. Accumulons des documents pour le jour où ne pourrons plus guère faire que l'«archéologie de l'archéologie».

Autres Informations

Le VIe colloque international du CRISMA (Centre de Recherches sur la Société et l'Imaginaire au Moyen-Age) se tiendra à Montpellier du 22 au 24 novembre 2001 sur le thème :

«*SERMENT, PROMESSE ET ENGAGEMENT : RITUELS ET MODALITÉS*».

Inscriptions et informations : CRISMA, C. Raynaud, Université Paul Valéry, route de Mende - 34199 Montpellier cedex 5 - France.

*****

Le professeur C. Llinas nous demande de bien vouloir corriger dans le volume 23, 1999 de *Archéologie en Languedoc*, à la page 255 :

Fig. 1 : Caryatide du Trésor de Siphnos à Delphes ...

Paragraphe 1 ; lire : Il est malheureusement impossible d'obtenir les locaux et le personnel que rendent indispensables l'accroissement des effectifs étudiants et le développement des fonds de bibliothèque.